

BRANDT : BONN EST PRÊT A VOIR PANKOW AU SEIN DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Le Chancelier Willy Brandt a présidé hier matin, devant le « National Press Club », la position de l'Allemagne fédérale sur certains des problèmes dont il venait de s'entretenir avec le président Richard Nixon.

Outre son exposé liminaire, il a répondu à un certain nombre de questions posées par les journalistes.

M. Brandt a principalement développé les trois points suivants :

1 - Le retrait progressif des troupes américaines d'Europe ne peut être envisagé que dans le cadre d'une réduction mutuelle des forces occidentales et orientales.

2 - La réunification des deux Allemagnes. De plus, Bonn ne cherche aucune autre génération mais en attendant, des accords peuvent être conclus pour rendre la vie plus facile et plus sûre entre les deux Allemagnes. De plus, Bonn ne fera pas obstacle à la participation de l'Allemagne de l'Est aux institutions internationales si le gouvernement de Pankow est prêt à coopérer au règlement des problèmes inter-Allemands.

3 - L'élargissement du Marché Commun, par l'entrée de la Grande-Bretagne et d'autres pays, a dépassé le point de non-retour. Mais il faut tenir des conversations régulières avec Washington pour éviter que les progrès de l'intégration européenne ne provoquent un conflit d'intérêt entre le Marché Commun et les Etats-Unis.

Le chancelier a répondu d'une façon assez encourageante à une question qui lui était posée sur la possibilité d'une entrée conjointe des deux Allemagnes aux

Nations-Unies. « Nous n'avons pas l'intention de rendre impossible la participation de l'Allemagne de l'Est aux échanges internationaux... Nous serons disposés à les laisser participer aux différents domaines de coopération internationale dans la mesure où ils sont prêts à coopérer pour résoudre les problèmes allemands ».

M. Brandt a toutefois ajouté

qu'une entrée conjointe des deux Allemagnes aux Nations-Unies lui semblait une éventualité lointaine.

C'est à propos du rapprochement entre les Allemagnes que le chancelier a été amené à souligner qu'une coopération existe entre Bonn et Paris. Un journaliste lui ayant demandé si le Président Pompidou ne lui avait pas récla-

mé certaines « garanties » avant la rencontre d'Erfurt, M. Brandt a répondu : « il n'y avait pas besoin de garanties. Nous étions en plein accord... les progrès qui ont été accomplis pour vitaliser la Communauté n'auraient pas été possibles sans la confiance existant entre Paris et Bonn, qui est un des éléments essentiels de la politique européenne ».